

La politique, une machine à broyer...

- **Hervé Jamar, ex-ministre fédéral du Budget et futur gouverneur de la Province de Liège, se livre sur son passage éclair au fédéral.**

- **Il dénonce la pression constante des réseaux sociaux sur la vie politique.**

- **En attendant, le MR doit gérer la frustration de Philippe Dodrिमont, cet "ultra" du clan Reynders qui se voyait déjà gouverneur...**

"J'ai appris que pour être ministre ou autre, il ne fallait pas téléphoner tout le temps au président de parti."

"Je suis parti avec un handicap d'image dès le début. Après, ça s'est mieux passé, les attaques ont été de moins en moins virulentes. Mais j'ai été déboussolé par ces débuts tonitruants."

"A la Chambre, j'étais le premier soldat sur lequel on a tiré"

Entretien Frédéric Chardon et Stéphane Tassin

Mardi, 15 h 30, au cabinet du Budget, situé avenue des Arts à Bruxelles. Hervé Jamar commence l'interview comme ministre fédéral et la termine comme simple député-bourgmestre de Hannut. Entre-temps, Sophie Wilmès, l'ex-échevine libérale de Rhode-Saint-Genèse qui le remplace au sein de la "suédoise", a prêté serment au Palais. Ce moment symbolique est pour lui l'occasion de revenir sur son expérience, très rude, de l'exercice du pouvoir ministériel.

La politique est parfois très dure. Vous la quittez avec amertume ?

La politique est dure, je vous le concède et plus on monte, plus c'est rude. Mais je ne pars pas comme un lapin. Si le poste de gouverneur s'était présenté plus tard, j'en aurais été heureux.

Les compétences territoriales qu'ont les gouverneurs, cela vous correspond plus que les matières abstraites du fédéral ?

J'ai eu un début un peu laborieux au gouvernement, ça n'a duré qu'un mois mais on a amplifié les choses. Au Parlement, lors de l'épisode des tableaux budgétaires, j'ai laissé l'opposition se déchaîner, je suis peut-être un peu trop poli. Les matières budgétaires étaient aussi un peu nouvelles pour moi.

Vous avez été blessé par ce flot de critiques ? Votre carapace semble un peu moins épaisse que celles des autres ministres.

Je suis un émotif. Mais je n'ai pas été spécialement blessé. La presse flamande dit

aujourd'hui que j'ai fait beaucoup de fautes. Mais je me demande bien quelles fautes de chiffres j'aurais commises. Cela en a surpris plus d'un à la Chambre: on est rentré tout de suite dans une arène et il se fait que j'étais le premier soldat sur lequel on a tiré – à part le cas du Premier ministre. Je suis ainsi parti avec un handicap d'image dès le début. Après, ça s'est mieux passé, les attaques ont été de moins en moins virulentes. Mais j'ai été déboussolé par ces débuts tonitruants.

La politique est-elle aujourd'hui plus violente que ce qu'elle a été ?

Oui, la pression des réseaux sociaux, des tweets, de l'immédiateté, fait qu'on ne prend plus suffisamment de recul. Je suis en politique depuis 30 ans et cette pression permanente est l'une des raisons de mon choix de quitter le gouver-

nement. A l'âge de 50 ans, lire tout et n'importe quoi sur son compte de la part de personnes qui ne vous ont jamais ni vu, ni lu, ni entendu, ce n'est pas agréable à vivre. Tout cela ne me laisse pas indifférent. Au Parlement, les gens ne se parlent plus, les députés sont tous sur leurs tablettes et sur leurs smartphones. C'est un problème démocratique. Pendant les réunions, je vois aussi très souvent des ministres sur leurs appareils. Et ils ne sont pas en contact uniquement avec leur président de parti...

Vous saviez qu'à Liège, au MR, il y avait un autre candidat : Philippe Dodrिमont. Quand vous demandez et obtenez "son" poste, quel est votre sentiment à son égard ?

Je dois lui téléphoner... Je m'entends très bien avec lui. Il a affiché sa candidature, j'ai beaucoup de respect pour cela, mais

ça n'empêche pas que d'autres puissent être intéressés. J'ai appris que pour être ministre ou autre, il ne fallait pas téléphoner tout le temps au président de parti... En avril, j'ai mangé avec lui à Liège et je lui ai souhaité bonne chance car je n'avais pas encore le poste de gouverneur en tête, tout cela a germé au mois d'août. Peut-être que nous aurions dû nous parler mais en politique, in fine, c'est le président de parti qui décide.

Si c'était à refaire auriez-vous accepté de devenir ministre fédéral ?

Je ne regrette rien, c'est une expérience enrichissante même si j'ai vécu comme je l'ai dit quelques heures difficiles. A refaire, je serais sans doute plus sec dans mes interventions.

Le fait d'avoir été dans un gouvernement avec la N-VA, c'était une difficulté pour vous ?

Non. Et je vois qu'en Flandre, leur caractère démocratique ne crée pas de discussions. En Wallonie, ça tend à s'amenuiser. S'il reste des réticences, c'est sans doute plus à l'égard de leur président Bart De Wever que vis-à-vis du parti. Un homme comme Jan Jambon est débonnaire et ne fait pas mal son job. Et je pense qu'à refaire, Paul Magnette n'aurait pas de problèmes à l'accueillir aujourd'hui à Charleroi comme ministre de l'Intérieur. Par contre, je m'écarte de tous les propos de Bart De Wever sur les réfugiés. Comme le dit Charles Michel, c'est le gouvernement qui décide, c'est le Parlement qui vote et pas un président tout seul. Les membres N-VA du gouvernement sont des gens qui respectent leur parole.

Deal secret Chastel-Reynders pour adoucir la peine de Dodrimont

Hervé Jamar deviendra le 1^{er} octobre prochain le nouveau gouverneur de la Province de Liège. Il succède à un autre MR, l'ancien ministre Michel Foret. Mais voilà, le départ vers la Cité ardente du désormais ex-ministre du Budget a fait un grand malheureux: le député-bourgmestre d'Aywaille (région liégeoise), Philippe Dodrimont. Il s'y croyait déjà. Sur les réseaux sociaux, on l'a vu en photo fêter sa quasi-nomination. Mais, en politique, il vaut mieux faire profil bas tant que l'on n'a pas été officiellement désigné au poste convoité.

Même s'il se dit "étonné", Philippe Dodrimont est finalement resté fort calme face à cette claqué. *"Je ne me sens pas abandonné par mes pairs. Je suis prêt à relever d'autres défis. J'ai le soutien des personnes qui comptent dans le parti et au sein du gouvernement"*, a-t-il même ajouté.

Sans doute faisait-il subtilement allusion à un accord passé entre le président du MR, Olivier Chastel, et le puissant vice-Premier ministre libéral, l'Ucclois et ex-Liégeois Didier Reynders. Un accord qui expliquerait son calme apparent et

la modération avec laquelle il s'est exprimé dans les médias.

Philippe Dodrimont fait partie, avec Pierre-Yves Jeholet, Daniel Bacquelaine ou Jean-Luc Crucke, des grognards les plus fidèles de l'ancien patron des libéraux débarqué en 2011 par Charles Michel. Son éviction de la course au gouvernement au profit du "michelien" Hervé Jamar aurait pu rallumer la guerre des clans.

Des pâtes fraîches

Pour assurer la relative paix des ménages, Olivier Chastel et Didier Reynders ont déjeuné ensemble lundi au "Il Passa Tempo", une délicieuse adresse italienne, rue de Namur, à deux pas du cabinet des Affaires étrangères. Durant cet échange courtois, le vice-Premier MR a reconnu que désigner Sophie Wilmès en remplacement d'Hervé Jamar était une excellente idée. Didier Reynders a toutefois demandé *"un geste de la part du parti"* en faveur de son protégé, Phi-

lippe Dodrimont. Olivier Chastel a approuvé.

"Le laisser digérer un peu d'abord..."

Mais quelles "compensations"? Cela ne va pas être simple à trouver. Le problème pour Philippe Dodrimont, c'est qu'il est déjà député-bourgmestre et que les rémunérations sont plafonnées pour les élus. Le parti ne pourrait pas jeter quelques mandats supplémentaires (dans des conseils d'administration, par exemple) dans son escarcelle pour le satisfaire. Il faudra être créatif. Il a d'ailleurs eu l'occasion

d'en parler à Olivier Chastel lors de la mise au vert des parlementaires libéraux à Genval, ce mardi. Mais la "solution" pour rasséréner le clan Reynders n'est pas encore en vue: *"Ça peut prendre du temps, on le laisse d'abord digérer les choses, confie une source proche du dossier. Il a été très élégant dans sa réaction à la nomination d'Hervé mais il ne faut pas aller trop vite."*

F.C.

"J'ai le soutien des personnes qui comptent dans le parti et au sein du gouvernement."

PHILIPPE DODRIMONT

Ce "reyndersien" attend une compensation.